



Parcoursup, une "réussite technologique" mais un "échec politique", selon un rapport parlementaire

(AFP) -

La plateforme d'orientation post-bac Parcoursup est une "réussite technique" mais un "échec politique", selon un rapport parlementaire qui propose une cinquantaine de modifications, comme supprimer la mention du lycée d'origine dans les dossiers de candidatures ou rendre "effectives" les heures d'orientation prévues au lycée.

"Si Parcoursup est une réussite sur le plan technique (...), la plateforme est aussi un échec sur le plan politique au regard des missions que le législateur lui a assignées (réduction des taux de réorientation et d'échec en licence, démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, etc.)", écrivent dans un rapport adopté mardi en commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale les deux rapporteurs Pierrick Courbon (Parti socialiste) et M. Frantz Gumbs (groupe les Démocrates).

Ce rapport, fruit d'une "mission flash", constate que Parcoursup, créé en 2018, "participe de la persistance des inégalités socioculturelles", et dresse une liste de 51 propositions afin d'essayer d'y remédier et "améliorer la transparence".

Parmi elles: "supprimer la lettre de motivation sauf si celle-ci est spécifiquement requise par une formation" ou "instaurer un référentiel unique de notation des devoirs et d'évaluation des compétences" dans le cadre du contrôle continu.

Les deux députés suggèrent aussi de "supprimer la mention du lycée d'origine dans les éléments du dossier communiqué aux formations", de "constituer une base de données des algorithmes locaux et en donner l'accès aux établissements", ou encore d'"indiquer explicitement à quel stade de l'analyse des candidatures les différents critères de sélection affichés sont tous pris en compte".

Ils soulignent également que "la réalité des heures mobilisées pour l'orientation des élèves est très éloignée du besoin d'accompagnement individuel des jeunes", et demandent à ce que les 54 heures d'orientation prévues au lycée soient "effectivement" réalisées.

Selon le rapport, Parcoursup "n'a aucunement rééquilibré la composition sociale de l'enseignement supérieur, assurant une massification sans parvenir à une réelle démocratisation".

Au cours de leurs travaux, les députés ont mené des auditions et recueilli notamment 1.600 contributions dans le cadre d'une consultation citoyenne en ligne.

Les candidats sur Parcoursup, élèves de terminale ou étudiants en réorientation, ont jusqu'au 12 mars pour formuler 10 vœux maximum, non hiérarchisés, puis jusqu'au 1er avril pour finaliser leur dossier et confirmer leurs vœux.

Afp le 18 févr. 26 à 17 15.